



## JPs Review of Conferences, Seminars and Events

### **COLLOQUE «AUTORITÀ INDIPENDENTI E TUTELA GIURISDIZIONALE», NAPOLI, 20 OCTOBRE 2014**

Carlo Iannello, Université de Napoli 2

Le 20 octobre un colloque organisé par l'équipe du PRIN de l'Université de Naples 2, intitulé «Autorità indipendenti e tutela giurisdizionale», a représenté un moment très important de débat concernant les sujets de recherche de l'équipe de Naples 2, dans le cadre du projet de recherche nationale sur «Pluralismi e giurisdizioni».

Les relations ont offert différentes idées ainsi qu'une occasion pour réfléchir sur les liens entre le phénomène du pluralisme et des juridictions, vue dans la perspective des AAI.

Le cœur de la recherche, c'est-à-dire la relation entre les juridictions et les AAI a été abordé sous le point de vue du «pluralismo materiale» et de celui «assiologico». En particulier, toutes les relations ont abordé le rapport entre la fonction de régulation économique reconnue à ces autorités, fonction étroitement liée à la liberté d'entreprise, et la juridiction, c'est-à-dire un système indéfectible de garantie des droits fondamentaux.

Les travaux ont éclairci que c'est justement la nécessité de garantir les droits fondamentaux qui impose un contrôle judiciaire sur les actes de ces autorités,

manifestation du «pluralismo materiale». Il s'agit d'un contrôle qui est très délicat, car il est caractérisé par une importante complexité du point de vue technique et économique – ce que exige une qualité d'expert qui, en principe, les juges n'ont pas. Ce contrôle, d'ailleurs, a aussi l'effet d'introduire des éléments d'uniformité qui ont pour conséquence de diminuer le pluralisme.

Dans cette perspective ont été étudiées les modalités d'interventions que le juge (administratif en particulier) a déroulé dans son dialogue avec ces autorités.

Certaines relations ont mis en exergue que, d'un côté, le contrôle judiciaire s'est affirmé en tant que contrôle 'plein' et que, de l'autre côté, le juge administratif a élargi ses qualités d'expert en abordant le langage économique, qui sont nécessaires pour contrôler l'activité de ces nouveaux régulateurs de l'économie. L'intégration entre AAI et juges est en train d'amener un changement sensible aussi dans la façon d'opérer des juges eux-mêmes, qui sont contraints de mettre à jour leurs connaissances, pour les adapter aux nécessités de garantie des droits face aux actes qui émanent de la fonction de régulation économique. Ce qui représente, en fait, une nouvelle modalité d'intervention des pouvoirs publics dans le domaine économique.

Un défi complexe grâce auquel les juridictions - administrative en particulier - doivent se confronter avec des notions de caractère économique et technique et doivent aussi se démontrer capables de mettre à jour – et étendre – leurs propres connaissances (Carbone, Cecere). En plus, l'étude de l'importance que les aspects économiques ont dans la vie des AAI se répercutant sur le contrôle juridictionnel sur leurs actes par les juges a permis aussi de mettre en relief les questions liées au «pluralismo assiologico»: à ces AAI est attribué la tâche de garant du marché dans le cadre d'un contexte dont la protection de la concurrence, grâce ou à cause du droit européen, est de plus en plus une valeur qui doit être réalisée et protégée (Clemente di San Luca, Marcou, Iannello).

Les actes des AAI sont aussi des sources qui s'imposent aux contrats des particuliers (Sbordone), ce qui pose des questions complexes face au juge judiciaire (Venditti). Selon certains ce devrait être le juge judiciaire à avoir la compétence générale sur les AAI (Manfrellotti).

Il a été mis en évidence que les tâches attribuées à ces autorités ainsi que le rôle que les juges ont joué sur le contrôle de leurs actes a mis en lumière un cadre où les règles de l'économie, du marché et de la concurrence ont de plus en plus d'importance.

Ce qui risque de mettre dans l'ombre d'autres valeurs constitutionnelles qui visent à la protection des liens sociaux et de la solidarité sociale.

La relation entre ces autorités et les juges a été aussi abordée en termes généraux, en mettant en exergue les lectures que les juridictions (administrative, judiciaire, constitutionnelle et européenne) en ont donné.

La perspective comparée a été traitée par Touzeil Divina, qui a développé le sujet à travers une très intéressante perspective historique.

La question relative aux conditions d'application de l'art. 6 de la CEDU au contrôle juridictionnelle sur les actes des AAI a été abordée par David Capitan.

Certaines relations ont porté sur l'activité contentieuse de ces autorités ainsi que sur les raisons qui ont poussé les Etats à leur attribuer ces fonctions "quasi-giurisdizionali", fonctions qui finissent par faire jouer à ces autorités un rôle similaire à celui des juridictions spécialisées (Viggiano, Magnotta, Polito et De Chiara). Finalement on a investigué non seulement sur ces modalités alternatives pour la solutions des litiges, mais aussi sur le lien entre l'activité de ces autorités et la justice constitutionnelle, en ce posant les questions de fond sur la légitimation même de ces autorités (Manetti, Chieffi, Patroni Griffi).